

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

Blois, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN

Route de Vendôme

41360 Savigny-sur-Braye

Références : VAT20230219
Code AIOT : 0010005416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN implanté Route de Vendôme 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN
- Route de Vendôme 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0010005416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les ateliers de la société Serres et Ferronneries d'Antan réalise des serres et des vérandas, sur commande. Celles-ci subissent un traitement de surface par grenaillage, métallisation, puis revêtement de peintures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'inspection du 18 octobre 2018,
- la protection des ressources en eau et des milieux,
- la prévention de la pollution atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Demande N°1 de la visite du 18 octobre 2018	Sans objet
3	Déclaration incident/accident	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 2.5.1. Déclaration et rapport	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.3.5. Installations électriques	NC1 de la visite du 18 octobre 2018	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.2	/	Sans objet
10	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.1. Consommation d'eau	/	Sans objet
12	Relevés d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.2. Relevés des prélèvements d'eau	/	Sans objet
14	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.3. Plan de gestion de solvant	/	Sans objet
16	registre produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.3. registre entrée sortie	/	Sans objet
17	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.4. Rétentions	/	Sans objet
19	Consigne eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.3 Consistance des installations	/	Sans objet
4	consommation de produits	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 8.1.2. consommation de produits	/	Sans objet
7	Air - Modalités de mesures	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.1- Modalités de mesures Surveillance des émissions atmosphériques	/	Sans objet
8	Air	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 3.2.6. Valeurs limites de concentrations dans les rejets atmosphériques	/	Sans objet
9	Air Flux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 3.2.7. Quantités maximales rejetées	/	Sans objet
11	Utilisation	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.2. Utilisation de l'eau	/	Sans objet
13	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.3.1/4.3.2	/	Sans objet
15	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.2.1 Inventaires des substances	/	Sans objet
18	stockage déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 5.1.3. Entreposage des déchets	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.3 Consistance des installations
Thème(s) : Risques chroniques, Consistance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : -Cabine de sablage et pulvérisation : Cheminée d'évacuation des effluents gazeux et traitement interne du sable pour emploi en circuit fermé -Espace peinture: Cheminée d'évacuation et traitement des effluents gazeux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les installations sont identiques à la description de l'arrêté préfectoral. L'exploitant confirme que les installations n'ont pas subi de modifications.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Thème(s) : Risques chroniques, Consistance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande N°1 de la visite du 18 octobre 2018
Prescription contrôlée : 2567-Revêtement de métaux par pulvérisation de métal fondu- régime de l'autorisation 2575-Emploi de matières abrasives- régime de la déclaration 2940- Application de vernis et peinture - non classé
Constats : Au regard des différentes modifications de la nomenclature des ICPE, et des activités du site, l'exploitant doit solliciter auprès de la Préfecture de Loir-et-Cher une mise à jour de son classement ICPE.
Observations : <p>Lors de la visite précédente d'octobre 2018, la demande suivante a été formulée <i>"Au regard des différentes modifications de la nomenclature des ICPE¹, il semblerait que la société Serres et Ferronneries d'Antan soit désormais classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2567-2 (la quantité de composés métalliques utilisée étant très inférieure à 200 kg/jour). Un point plus précis doit également être réalisé par l'exploitant sur les rubriques 2575 et 2940 et une mise à jour du classement ICPE doit être sollicité auprès de la Préfecture de Loir-et-Cher"</i></p> <p>Au jour de la présente inspection, l'activité de métallisation est couverte par la rubrique 2567 (Classement défini par la quantité de composés métalliques utilisée par pulvérisation en kg/jour.) L'exploitant déclare être en dessous des seuils de la déclaration à savoir 20kg/j. Celui-ci indique commander 2 fûts de 200kg d'alliage 3 fois par an soit une quantité de 1200kg.</p> <p>Il indique également que l'activité de métallisation fonctionne au minimum 3 jours par semaine soit 138 jours par an, soit environ 9 kg/jour. Pour atteindre le seuil de la déclaration 20 kg/j, l'exploitant devrait travailler moins de 60 jours par an.</p> <p>La quantité d'alliage (zinc-alu) projetée pour l'activité de métallisation était d'environ 30 kg/jour, selon les déclarations précédentes de l'exploitant.</p> <p>Documents consultés: facture des fils de métallisation 2022: 400 kg facturés le 26/04/22, 400 kg facturés le 26/07/22, 400 kg facturés le 10/11/22.</p> <p>L'activité utilisant des matières abrasives (rubrique 2575) nécessitent une cabine d'une puissance d'environ 30 kW. L'exploitant confirme le jour de l'inspection que la cabine n'a pas été modifiée. L'activité reste ainsi soumise à Déclaration sous la rubrique 2575 (seuil 20 kW).</p> <p>L'application de peintures (rubrique 2940) a engendré une consommation de 545kg de peinture et 457 litres de solvant (diluants, réactifs) en 2022.</p> <p>L'exploitant indique également que la cabine fonctionne au minimum 3 jours par semaine soit 138 jours par an, soit environ 4 kg/jour de peinture et 3,5 kg de solvants par jour.</p> <p>L'activité reste non classée sous la rubrique 2940, les quantités de produits mise en œuvre sont inférieures à 10 kg/jour.</p> <p>Documents consultés: Fichier « suivi conso peinture 2022 ».</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

1

Le Décret n° 93-1412 du 29/12/93 modifiant la nomenclature des installations classées a créé la rubrique 2567 à Autorisation sans seuil. Puis le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 a introduit des seuils avec un régime de la déclaration et de l'autorisation.

N° 3 : Déclaration incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 2.5.1. Déclaration et rapport
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident/accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré l'incendie survenu en décembre 2022.
Observations : Au jour de l'inspection, l'exploitant déclare un incendie survenu en décembre 2022. Selon l'exploitant l'origine de l'incendie est l'échauffement spontané du sac de résidu de grenailage. L'inspection rappelle qu'une fiche de notification est disponible sur le site du BARPI à l'adresse suivante: https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consommation de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 8.1.2. consommation de produits
Thème(s) : Situation administrative, peinture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation annuelle de solvants n'excède pas 5 tonnes. La consommation moyenne journalière de produits appliqués sur les surfaces est inférieure à 10 kg.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'application de peintures (rubrique 2940) a engendré une consommation de 545kg de peinture et 457 litres de solvant (diluants, réactifs) en 2022. La consommation de solvant est inférieure à 5 tonnes. Comme indiqué précédemment la consommation de peinture est d'environ 4 kg/jour de peinture et 3,5 kg de solvants par jour. <u>Documents consultés:</u> Plan de gestion des solvants 2022 Suivi consommation peinture 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.3.5. Installations électriques
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 de la visite du 18 octobre 2018
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le suivi des non conformités électriques doit être formalisé.
Observations : <u>Documents consultés:</u> Rapport de vérification des installations électriques de l'Apave du 3.11.21 Ce rapport fait état de 46 observations dont 28 sont récurrentes Rapport de vérification des installations électriques de l'Apave du 3.10.22 Ce rapport fait état de 16 observations dont 15 sont récurrentes L'exploitant nous indique qu'entre 2021 et 2022, une partie des écarts a été corrigée par exemple: - Dans l'atelier, l'écart "Entrée de câble défectueuse sur une rallonge électrique coté TGBT" n'apparaît plus, - Scie à ruban (PC) - SIDAMO, les écarts "Canalisation souple du moteur de la scie en mauvais état et Entrée de câble défectueuse", n'apparaissent plus. L'inspection a pu consulter les factures de la société VEDS41, chargée des travaux d'électricité, du 30/01/23. Le suivi des écarts 2022 au vu des factures n'est pas concluant. L'exploitant doit être capable de suivre les non-conformités électriques levées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'extincteur à proximité de la cabine de peinture est inaccessible.
Observations : <u>Documents consultés:</u> Copie du registre de sécurité et facture de la société SPIE, attestant du contrôle de 8 extincteurs le 5 septembre 2022. Par échantillonnage l'inspection a relevé sur le terrain la présence et le contrôle effectif des extincteurs: -N°6/N°7/N°1. L'extincteur N°7 à proximité de la cabine de peinture est inaccessible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.1-Modalités de mesures Surveillance des émissions atmosphériques
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'Article 3.2.6. doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : <u>Documents consultés:</u> Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 31.10.2018, mesures du 15.10.2018 -Cabine de grenaillage - Substance poussières - durée de l'essai 60 minutes -Cabine de peinture - Substance poussières/COVT - durée de l'essai 30 minutes Il est noté qu'en raison de la faible production, le nombre et la durée d'essais ont été calqués sur la production, un seul essai pour chaque paramètre.</p> <p>Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 15.10.2021, mesures du 23.09.2021 -Cabine de grenaillage - Substance poussières - durée de l'essai 60 minutes -Cabine de peinture - Pas de production - installation non vérifiée</p> <p>La périodicité de 3 ans est respectée. Le pôle Mesure de DEKRA Industrial, en charge de ces contrôles est un organisme agréé.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'ensemble des installations doivent être en production le jour des mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 3.2.6. Valeurs limites de concentrations dans les rejets atmosphériques
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration : Conduit n°1 Poussières 150 mg/m3 Conduit n°2 Poussières 100 mg/m3 COV 110 mg/m3 COV des substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 et R 61 2 mg/m3
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Documents consultés:</u> Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 31.10.2018, mesures du 15.10.2018 - Cabine de grenaillage - Substance poussières concentration Poussières 1,5 mg/m3 en dessous de la VLE - Cabine de peinture - Substance poussières/COVT concentration Poussières 0.049 mg/m3 en dessous de la VLE (concentration inférieure au banc d'essai) concentration COVT 13 mg/m3 en dessous de la VLE Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 15.10.2021, mesures du 23.09.2021 - Cabine de grenaillage - Substance poussières - concentration Poussières 0.57 mg/m3 en dessous de la VLE - Cabine de peinture - Pas de production - installation non vérifiée Il n'existe pas de mesure des COV à phrase de risques R45, R46, R49, R60 et R62. L'exploitant indique ne pas utiliser de produit à phrase de risque comme mentionné dans le document "PGS". Par échantillonnage l'inspection consulte les FDS des produits suivants: -2201 WASH primer, -3811 Durcisseur PU HES, -2202 Réactif, -Peinture 6250-PU -Diluant de nettoyage régénéré. Aucun de ces produits ne comporte les phrases de risques indiquées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Air Flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 3.2.7. Quantités maximales rejetées
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : Conduit n°1 Poussières 1 kg/h Conduit n°2 Poussières 1 kg/h COV 2 kg/h COV des substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 et R 61 0,010 kg/h* **cette valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Documents consultés:</u> Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 31.10.2018, mesures du 15.10.2018 - Cabine de grenaillage - Substance poussières Flux horaire Poussières 5.2 g/h en dessous du flux autorisé - Cabine de peinture - Substance poussières/COVT Flux horaire Poussières 1.8 g/h en dessous du flux autorisé Flux horaire COVT 476 g/h en dessous du flux autorisé Rapport d'essais Contrôle réglementaire de la société Dekra, du 15.10.2021, mesures du 23.09.2021 - Cabine de grenaillage - Substance poussières - Flux horaire Poussières 2.9 g/h en dessous du flux autorisé - Cabine de peinture - Pas de production - installation non vérifiée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.1. Consommation d'eau
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités 47 m3 par an. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ; • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de sa consommation d'eau.
<p>Observations : Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'eau n'est plus facturée depuis 2 ans sur le site en raison du changement de gestionnaire.</p> <p>Sur le terrain le compteur est inaccessible.</p> <p>La consommation d'eau sur le site se limite au besoin sanitaire. Il n'y a pas d'eau dans le process.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Utilisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.2. Utilisation de l'eau
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'eau n'est utilisée que pour les besoins sanitaires. L'eau n'est utilisée pour aucun process.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant confirme à l'inspection que l'eau est utilisé uniquement pour les besoins sanitaire (réfectoire, douche, sanitaires).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Relevés d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.2. Relevés des prélèvements d'eau
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations d'alimentation en eau à partir du réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Il est procédé à un relevé annuel des consommations.
Constats : L'exploitant ne procède à aucun relevé de sa consommation d'eau.
Observations : Le site est pourvu selon l'exploitant d'un compteur à l'entrée du site. Au jour de l'inspection, ce compteur est inaccessible et l'exploitant ne procède à aucun relevé de sa consommation d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.3.1/4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : 1. eaux vannes issues des installations sanitaires (EU), 2. eaux de pluies non polluées (Enp),</p> <p>Il n'existe aucun rejet provenant d'un process.</p> <p>Point de Rejet N°1 EU Exutoire Réseau des eaux usées puis station d'épuration de Savigny sur Bray Milieu récepteur Station d'épuration Conditions de raccord Autorisation</p> <p>Point de Rejet N°2 Enp Exutoire Réseau des EP Milieu récepteur Fossé communal Conditions de raccord Néant</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Au jour de l'inspection l'exploitant présente un plan indiquant les départs eaux pluviales et eaux usées depuis les bâtiments.</p> <p>Les surfaces autres que les bâtiments ne sont pas imperméabilisées, ainsi il n'existe pas de séparateur ou décanteur.</p> <p>Les eaux pluviales sont uniquement constituées des eaux de toitures.</p> <p>L'exploitant indique que les eaux usées sont dirigées vers le réseau communal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.3. Plan de gestion de solvant
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :COV Plan de gestion de solvant annuel
Constats : Le plan de gestion des solvants est incomplet.
Observations : L'exploitant présente un document dénommé "plan de gestion des solvants 2022", ce document reprend uniquement les consommations de solvants sur l'année 2022. Le plan de gestion des solvants a pour objectif de mettre en évidence les principaux flux de solvants d'une installation et de déterminer la part de leurs rejets diffus. Ainsi l'exploitant doit le compléter avec notamment des estimations des quantités solvants dans les déchets (fûts de solvants usagés, cartouches de filtrations...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.2.1 Inventaires des substances
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par échantillonnage l'inspection demande à consulter les FDS de 3 produits présents dans le local de stockage des produits: - Le diluant de nettoyage de la Société Brabant, FDS du 02.03.11 - Le réactif 2202 de la Société Coloraid, FDS du 19.03.23 - Le Wash primer 2201 de la Société Coloraid, FDS du 19.03.23 L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit demander à son fournisseur si des mises à jour des FDS ont eu lieu notamment pour le diluant de nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Registre produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.3. registre entrée sortie
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette etc...),
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre indiquant la quantité et la nature des produits dangereux détenus.
Observations : Le stockage de produit dangereux est effectué à l'arrière de la cabine de peinture. Au jour de l'inspection, ce stockage contient de nombreux pots de peinture et fûts de diluant. L'exploitant ne dispose pas de registre indiquant la quantité et la nature des produits dangereux détenus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.4. Rétentions
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.
Constats : Les produits dangereux ne sont pas tous stockés sur des rétentions.
Observations : Au jour de l'inspection, les produits type peinture, primer, réactif et solvant sont pour la plupart stockés sur des rétentions. Cependant une partie des produits est stocké au sol comme le diluant de nettoyage. L'inspection rappelle également que les produits stockés sur les rétentions doivent l'être de manière à éviter tous risques de fuite à l'extérieur de la rétention (les produits ne peuvent pas être stockés en dépassant de la rétention).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Stockage déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 5.1.3. Entreposage des déchets
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont déposés sur des aires ou containers étanches et aménagés pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au jour de l'inspection, les déchets de l'activité (pots de peinture vides) sont entreposés à l'extérieur sur une rétention et sous abri.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Consigne eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Arrêté ministériel du 30/06/1997 Art.5.7: Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
Constats : Il n'existe pas de procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Aucun moyen n'existe pour obturer les caniveaux de récupération des eaux pluviales du site.
Observations : Il n'existe pas de procédure. Au jour de l'inspection plusieurs caniveaux de récupération des eaux pluviales sont repérées sur le site au niveau des ouvrants de l'atelier. Aucun moyen n'existe pour obturer ces caniveaux en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet